

Hebdo Canada

Ottawa
Canada

Volume 9, N° 40
le 11 novembre 1981

Le sommet de Cancun, un succès selon le Canada	1
Visite fructueuse du ministre marocain des Affaires étrangères	3
Soixante-quatre personnes décorées de l'Ordre du Canada	4
L'ordinateur permet de mieux comprendre le fonctionnement du coeur	5
Novatex en Europe	5
Le Canada conteste la pêche excessive de l'Espagne	5
Au sujet du statut des Indiennes	5
Recherches en médecine vétérinaire à l'Université de Montréal	6
Accords de financement de la SEE	6
La presse francophone hors Québec a un bel avenir	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8

Le sommet de Cancun, un succès selon le Canada

C'est dans un esprit "extrêmement positif et constructif" qu'a eu lieu le sommet de Cancun (Mexique), auquel ont participé les chefs d'État ou de gouvernement de 22 pays.

Le Sommet, tenu les 22 et 23 octobre à l'initiative du président du Mexique, M. Lopez Portillo, et du chancelier d'Autriche, M. Bruno Kreisky, a permis aux participants de se concentrer sur les relations Nord-Sud et, plus particulièrement, sur les graves problèmes économiques de la communauté internationale.

En l'absence du chancelier autrichien, empêché par la maladie, les participants ont décidé que le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, coprésiderait le Sommet avec le président Portillo.

Le secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, assistait à la rencontre à titre d'invité spécial.

Les pays suivants représentaient le "Nord": le Canada, les États-Unis, le Japon, la France, la Grande-Bretagne, la Suède, la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, tandis que l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bangladesh, le Brésil,

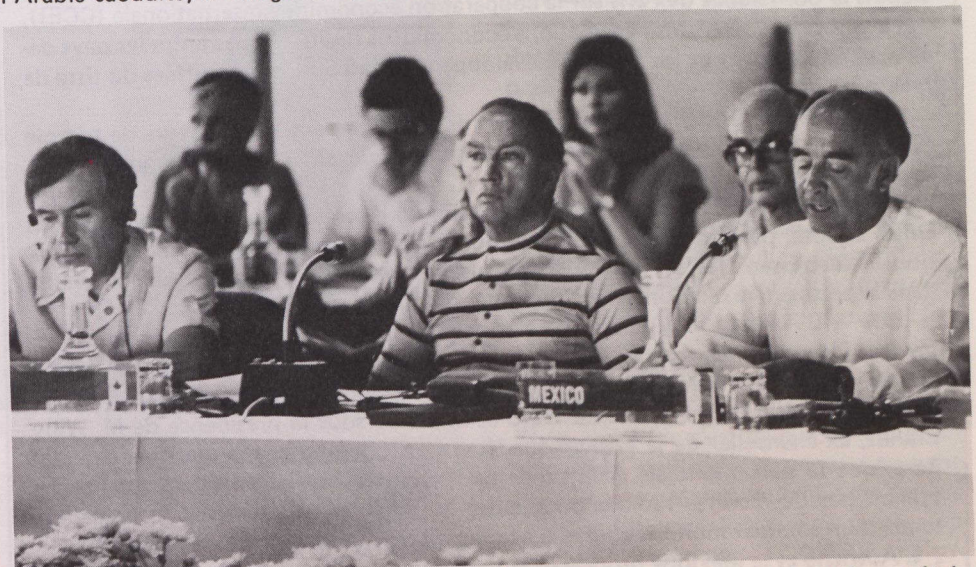
la Chine, la Côte d'Ivoire, la Guyane, l'Inde, le Mexique, le Nigeria, les Philippines, la Tanzanie, le Venezuela et la Yougoslavie représentaient le "Sud". L'Union soviétique avait indiqué qu'elle ne désirait pas participer au Sommet.

La réunion ne prévoyait pas de négociations, mais de simples échanges de vues et un dialogue politique sur les causes de la crise économique mondiale dont souffrent actuellement, à des degrés différents certes, aussi bien les pays industrialisés que les pays en développement, et sur les moyens de s'en sortir. Cette orientation du Sommet a permis un cadre de réunions peu structuré, propice à des discussions franches, informelles et constructives.

Les discussions ont porté sur les principaux problèmes de l'économie mondiale, soit: la sécurité alimentaire et le développement agricole — les produits de base, le commerce et l'industrialisation — l'énergie — les questions monétaires et financières.

Fonds du problème

Comme l'explique, en résumé, le journaliste Clément Khayat, le fond du pro-



Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau (au centre), et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan (à gauche) écoutent le président du Mexique, M. Lopez Portillo, s'adressant aux participants.



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

blème revient à ceci: "D'une part, les pays riches, dont les marchés traditionnels sont plus que saturés, ne peuvent poursuivre leur développement et résorber leur crise économique que par l'ouverture de nouveaux marchés. D'autre part, ces marchés existent. Nous avons nommé les pays pauvres. Ces pays ont besoin de tout: aliments, vêtements, logements, écoles, hôpitaux, et autres. Mais ils n'ont pas les moyens de se les procurer, cela, parce que les termes de l'échange les défavorisent. Ils vendent aux pays riches leurs matières premières à des prix infiniment plus bas que ceux des produits finis qu'ils importent, d'où un immense gouffre entre le niveau de vie des deux groupes."

Résultats du Sommet

La participation au Sommet des dirigeants de certains des pays les plus influents du monde constitue en elle-même un succès. Elle montre que les relations Nord-Sud sont l'un des plus "sérieux défis qui se poseront à tous les gouvernements durant la prochaine décennie, défi tout aussi important que le maintien de la paix mondiale, et qui lui est lié".

Le Sommet est aussi un succès pour d'autres raisons. Ainsi, les participants se sont engagés à collaborer pour tenter d'instaurer un ordre économique international dans lequel tous les États auraient les mêmes chances de réaliser leur potentiel, et dans lequel les pays en développement seraient tout particulièrement en mesure de grandir et de se développer



Le premier ministre de Grande-Bretagne, Mme Margaret Thatcher, le premier ministre de la République populaire de Chine, M. Zhao Ziyang (au centre) et le premier ministre Trudeau conversent gaiement.

dans le respect de leurs valeurs propres.

Ils ont confirmé l'utilité et l'urgence d'appuyer, aux Nations Unies, un consensus sur le lancement de "négociations globales", sur une base mutuellement convenue et dans des circonstances offrant la possibilité de progrès significatifs. Quelques pays ont insisté pour qu'on ne modifie pas le mandat de certaines institutions spécialisées (GATT, Fonds monétaire international et Banque mondiale, par exemple).

Au chapitre de l'économie, tous les participants ont reconnu l'importance de l'interdépendance pour assurer le bon

fonctionnement de leurs économies. Leurs discussions, pragmatiques et directes, ont porté fréquemment sur des points spécifiques.

Ainsi, par exemple, au sujet de l'alimentation et de l'agriculture, les discussions ont abouti à un plan détaillé en vue d'équilibrer les responsabilités des pays en développement et celles du reste de la communauté internationale.

En ce qui a trait au commerce, les participants ont convenu de la nécessité de finaliser les procédures requises pour l'entrée en vigueur, dans les meilleurs délais, du Fonds commun pour les produits de base, et d'améliorer le Système généralisé de préférences.

L'énergie est l'un des grands secteurs-problèmes des années 80, reconnaissent les participants qui, dans leurs discussions ont mis l'accent sur les questions suivantes: programmes de coopération énergétique régionale — conservation énergétique de la part des pays consommateurs de pétrole — facture pétrolière des pays en voie de développement — accroissement des investissements et nécessité de l'échange d'informations entre pays producteurs et nations consommatrices.

Les questions monétaires et financières ont porté sur les dettes des pays en développement et sur les modalités d'accès de ces pays aux sources de financement.

Le Sommet a donc atteint son but qui, comme l'ont dit les co-présidents, était, non pas de prendre des décisions engageant le reste du monde, mais de "faire

Depuis la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale (CCEI), qui a pris fin en 1977, les négociations économiques multilatérales entre les pays développés (au Nord) et les pays en développement (au Sud) sont coiffées du titre de dialogue Nord-Sud.

. 1974 — Stimulés par l'action de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sur les prix pétroliers, les pays en voie de développement revendiquent un ordre international plus équitable.

. 1975 — La Septième Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies adopte, par consensus, une résolution sur la coopération économique internationale établissant les secteurs sur lesquels porteront les efforts des négociateurs, dans la perspective d'un ordre international plus juste et plus équitable.

. 1980 — L'Assemblée générale des Nations Unies adopte une stratégie du développement international, mais les participants ne peuvent se mettre d'accord sur l'ordre du jour et sur les procédures applicables aux négociations globales.

. Une Commission indépendante Nord-Sud, placée sous la présidence de M. Willy Brandt, ex-chancelier de la République fédérale d'Allemagne, affirme, dans son rapport, que la paix mondiale et la survie de l'humanité seraient menacées si l'on ne prenait pas de mesures rapides pour aider les pays les plus pauvres, et suggère la tenue d'un sommet mondial auquel participerait un nombre limité de pays "clefs".

. L'Autriche et le Mexique proposent la tenue d'un tel sommet à Cancun.

. 1980-1981 — Trois réunions préparatoires au sommet de Cancun se tiennent à Vienne.

(suite à la page 8)

Visite fructueuse du ministre marocain des Affaires étrangères

Le ministre d'État chargé des Affaires étrangères et de la coopération du Maroc, M. M'Hamed Boucetta, a effectué une visite officielle au Canada du 12 au 16 octobre, à l'invitation du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

Trois faits importants ont marqué cette visite: l'ouverture, à Montréal, d'un consulat général du Maroc, la signature d'un mémoire d'entente portant création d'une commission bilatérale, dont le but sera de développer et de renforcer la coopération canado-marocaine dans tous les domaines, et la signature d'un accord général de coopération en vue de faciliter la réalisation des projets de coopération à venir.

Les deux ministres ont convenu que la première réunion de la Commission bilatérale se tiendrait à Rabat à la mi-décembre, et au niveau ministériel.

Coopération bilatérale

Les discussions des ministres Boucetta et MacGuigan ont porté, principalement, sur les orientations nouvelles que prendra la coopération entre leurs deux pays au cours des prochaines années. Cette coopération sera axée particulièrement sur des projets de coopération industrielle visant la mise sur pied d'entreprises mixtes canado-marocaines, sur l'octroi de crédits

préférentiels destinés à soutenir des projets à forte incidence de développement, et sur un programme de coopération technique adapté aux priorités marocaines dans les domaines de l'enseignement et de la formation. La mise en place de ces nouveaux instruments découle d'une approche globale arrêtée récemment pour les pays à revenu moyen.

M. Boucetta et M. MacGuigan ont, par ailleurs, lancé un programme de "stratégie alimentaire" prévoyant que des spécialistes canadiens se rendront au Maroc pour travailler avec des experts marocains à un plan visant l'augmentation de la productivité agricole au Maroc.

Un autre projet de coopération a fait l'objet d'un examen, celui de l'assainissement de la ville de Fes. Le ministre MacGuigan a exprimé à nouveau l'intérêt du Canada dans la réalisation de ce projet et il a informé son homologue de sa décision d'engager, dans les meilleurs délais, les procédures nécessaires à son approbation finale.

Questions d'intérêt international

M. Boucetta et M. MacGuigan ont procédé à un large tour d'horizon des problèmes de politique internationale, donnant une attention particulière à la question du Moyen-Orient.

Après avoir examiné les perspectives

de paix dans cette région, les deux ministres ont réaffirmé leur attachement à un règlement global, juste et équitable, et, dans cette perspective, ils ont convenu qu'un tel règlement était illusoire en l'absence d'une solution au problème palestinien. Ils ont abordé la question de Jérusalem à laquelle s'intéresse le Maroc, le roi Hassan II étant président du comité Al Qods (Jérusalem).

Les discussions ont porté, d'autre part, sur la situation qui prévaut au Sahara occidental. A ce sujet, le ministre MacGuigan s'est félicité de l'initiative du roi Hassan II lors du dernier sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) tenu à Nairobi, et des recommandations faites par l'OUA en vue d'un règlement équitable du conflit.

Enfin, les deux ministres se sont entretenus des relations multilatérales entre pays entièrement ou partiellement de langue française, et le ministre Boucetta a déclaré que le Maroc désirait renforcer ses relations avec l'Agence de coopération culturelle et technique.

Autres rencontres

Lors de son séjour à Ottawa, le ministre Boucetta a été reçu par le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau. Il a d'ailleurs rendu hommage à ce dernier pour son rôle actif dans la relance du dialogue Nord-Sud.

Le ministre marocain a eu des entretiens avec plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Marc Lalonde, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Herb Gray, et le ministre de l'Expansion économique régionale, M. Pierre De Bané. Il a également rencontré le président du Sénat, M. Jean Marchand, et le président de la Chambre des communes, Mme Jeanne Sauvée.

Visite à Montréal

Le ministre Boucetta a présidé à l'inauguration d'un consulat général du Maroc à Montréal, initiative qui, a déclaré le ministre MacGuigan, servira à la promotion et au raffermissement des relations entre les deux pays.

A l'occasion de sa visite à Montréal pour l'inauguration du consulat, le ministre marocain s'est félicité de la publication d'un guide sur les investissements canadiens au Maroc, publié sous les auspices de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le ministre Boucetta a eu un entretien à cette occasion avec le maire de Montréal, M. Jean Drapeau.



Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan (à droite), et le ministre d'État chargé des Affaires étrangères et de la coopération du Maroc, M. M'Hamed Boucetta, signent un accord portant sur la création d'une commission bilatérale.

Soixante-quatre personnes décorées de l'Ordre du Canada

Mme Zena Sheardown et Mme Patricia Taylor, épouses des deux diplomates canadiens qui aidèrent six diplomates américains à s'évader d'Iran, ont reçu l'Ordre du Canada pour leur grand courage et leur aide précieuse à cette occasion.

Mmes Sheardown et Taylor font partie des 64 personnes qui ont reçu leur décoration des mains du gouverneur général du Canada, M. Edward Schreyer, lors d'une cérémonie qui a pris place à Rideau Hall le 21 octobre.

La liste des personnes décorées comprend deux Compagnons (C.C.), 21 Officiers (O.C.), 40 membres et un membre honoraire (C.M.).

Voici le nom des Compagnons et Officiers.

Compagnons

M. Edward Culliton, ancien juge en chef de la Saskatchewan (1962-1981). M. Culliton fut aussi recteur de l'Université de la Saskatchewan de 1963 à 1969 et député libéral à l'Assemblée législative de la province.

M. T.C. Douglas, ancien chef du Nouveau Parti démocratique et président de la fondation Douglas-Coldwell (qui se consacre à l'étude du gouvernement). Élu député à la Chambre des communes en 1940, M. Douglas démissionna quatre ans plus tard pour se lancer en politique provinciale et devint premier ministre de la Saskatchewan jusqu'en 1961. On lui

doit le premier programme d'assurance-hospitalisation de l'Amérique du Nord, inauguré en 1947. M. Douglas revint à la Chambre des communes à Ottawa en 1961.

Officiers

M. Wilfred Gordon Bigelow, spécialiste de chirurgie cardiaque à l'hôpital général de Toronto — M. Gérald Bouey, gouverneur et membre du Conseil d'administration de la Banque du Canada — M. Maurice Careless, professeur d'histoire à l'Université de Toronto — M. Gilles Cloutier, directeur de la recherche et président de l'Alberta Research Council — M. Paul-André Crépeau, professeur titulaire de droit à l'Université McGill, et directeur de l'Institut de droit comparé de Montréal — Mme Betty Farrally, professeur de ballet, directrice de la Canadian School of Ballet et co-fondatrice du Royal Winnipeg



Mme Pat Taylor portant la décoration de Membre de l'Ordre du Canada.

Ballet — Mme Mavis Gallant, écrivain — M. James Gilmore, ancien vice-président de la planification à Radio-Canada — M. George Grant, philosophe, historien et ancien professeur de théologie à l'Université McMaster, à Hamilton — M. Robert Jones, professeur émérite de psychiatrie à l'Université Dalhousie, à Halifax — M. Fernand Labrie, directeur du groupe de recherches en endocrinologie du Conseil de recherches médicales et professeur à l'Université Laval, à Québec — M. Ross Mackay, ancien professeur de géographie à l'Université de la Colombie-Britannique



Mme Zena Khan Sheardown s'entretient avec son époux à l'issue de la cérémonie.

— M. Paul Marmet, professeur titulaire à la faculté des sciences de l'Université Laval et directeur du laboratoire de physique atomique et moléculaire — M. Earle McLaughlin, ancien président directeur général de la Banque royale du Canada — M. Farley Mowat, écrivain — Mlle Susan Natrass, championne du monde de tir aux pigeons d'argile et maître assistant à l'Université de l'Alberta — M. Clermont Pépin, compositeur et professeur au conservatoire de musique du Québec — M. Louis Siminovitch, généticien en chef à l'hôpital des enfants malades de Toronto — M. Roger Tassé, sous-ministre de la Justice et sous-procureur général du Canada — M. Patrick Watson, journaliste à la télévision, metteur en scène et écrivain.

Mme Taylor a été nommée membre de l'Ordre et Mme Sheardown, qui n'est pas citoyenne canadienne, membre honoraire.

Plusieurs personnes nommées à l'Ordre du Canada n'assistaient pas à la cérémonie: Mme Margaret Atwood, écrivain, nommée Compagnon — M. Maxwell B. Bates, décédé — M. Serge Garant, compositeur et chef d'orchestre — M. Sydney Newman, ancien président de l'Office national du film du Canada — M. Germain Perreault, président du Conseil et président du comité de direction de la Banque nationale du Canada et ancien vice-président du Conseil des arts du Canada — M. Michael Snow, peintre, sculpteur, réalisateur de cinéma, photographe et musicien.



L'écrivain Farley Mowat s'apprête à recevoir sa décoration.

L'ordinateur permet de mieux comprendre le fonctionnement du coeur

Le Toronto General Hospital et l'Université de Toronto ont entrepris un projet qui pourrait, éventuellement, permettre de mieux comprendre le fonctionnement du coeur et contribuer à la découverte d'un remède contre les affections cardiaques.

Les chirurgiens cardiologues de l'hôpital procèdent en ce moment à l'implantation de jalons de tantale (11) dans le coeur de leurs malades, qui resteront sous surveillance pendant des mois ou même des années.

Ces jalons, de 1 millimètre sur 0,5 millimètre, en métal non corrosif, sont vissés sur le périmètre du ventricule gauche et ils sont nettement visibles aux rayons X. Ceux-ci sont pris à raison de 60 photographies à la seconde et sont intégrés sous forme de film par Alven, le "conseiller en matière de rendement du ventricule gauche".

Alven est un ordinateur servant à évaluer le mouvement du ventricule gauche, mis au point par M. John Tsotsos, chercheur à l'Université de Toronto. Le système fait l'objet d'amélioration, dans le cadre d'un programme d'utilisation de l'ordinateur en médecine.

Amélioration des diagnostics

Pendant la période de rétablissement d'un malade, à la suite d'une opération à coeur ouvert, Alven peut analyser son ventricule gauche, pompe d'alimentation du corps en sang oxygéné et considéré à juste titre comme la partie critique du coeur. L'ordinateur projette les jalons de tantale sur un premier écran de télévision, puis affiche sur un autre écran les résultats de l'analyse de leurs mouvements. A court terme, les chercheurs espèrent que ce système pourra améliorer les diagnostics post-opératoires.

L'ordinateur peut effectuer une analyse fondée sur des détails qui échappent à la perception visuelle de l'homme. Ainsi, le médecin n'a plus à s'en remettre au seul examen des radiographies pour établir son diagnostic.

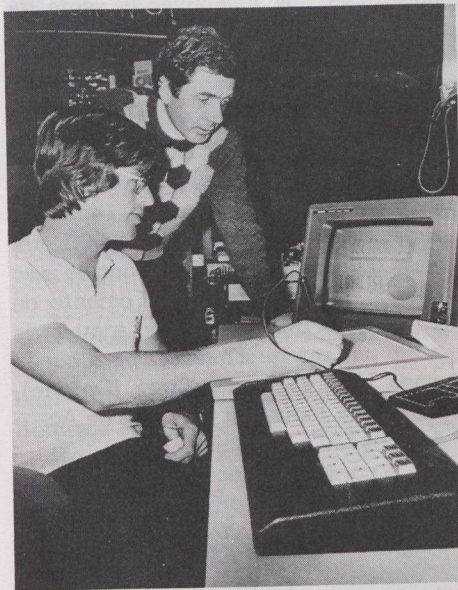
Une fois programmé, Alven peut facilement, en quelques secondes, fournir 20 renseignements sur le mouvement du ventricule gauche.

Au nombre des avantages à tirer de ce système, notons une meilleure connaissance du fonctionnement du coeur de l'homme, ce qui pourrait éventuellement mener au traitement efficace des affections cardiaques. En outre, les renseigne-

ments dont disposent les médecins leur permettront d'émettre des diagnostics plus précis. L'ordinateur peut emmagasiner des renseignements plus complexes que ne le peut le cerveau humain, rendant ainsi plus perfectionné le traitement de certaines affections cardiaques très complexes.

L'ordinateur peut aussi servir de dispositif de contrôle de la qualité ou de mécanisme de soutien à la disposition du médecin pour l'évaluation de son diagnostic.

Novatex en Europe



David Ross (assis) et Richard Parker devant l'appareil Télidon, à Belleville (Ontario).

Teleglobe Canada a annoncé que Novatex, première base internationale de données utilisant la technologie canadienne de télévision interactive, Télidon, sera disponible en Europe très bientôt.

Mis au point par Teleglobe Canada, Novatex vise à fournir des renseignements intéressants les milieux d'affaires ainsi que les agences gouvernementales et autres.

Novatex, qui s'appuie sur la technologie de Télidon mise au point par le ministère des Communications, permet à ses utilisateurs d'avoir accès à une large gamme de renseignements, sous forme de graphiques et de textes de haute qualité, grâce à un micro-clavier et à un téléviseur légèrement modifié. Novatex est accessible par le truchement des réseaux téléphoniques et de données.

Le Canada conteste la pêche excessive de l'Espagne

Le gouvernement du Canada a exprimé sa vive inquiétude au gouvernement de l'Espagne au sujet de l'épuisement des stocks par les bateaux espagnols, au-delà de la limite de 200 milles au large des côtes canadiennes de l'Atlantique, a fait savoir le ministre des Pêches et des Océans, M. Roméo LeBlanc.

Les pêches dans cette région sont régies par la Commission des pêches de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO). La Commission avait alloué à l'Espagne, plus tôt cette année, des affectations de morue, bien que l'Espagne ait jusqu'à ce jour refusé de devenir membre de l'OPANO. L'Espagne a reçu ces affectations à la condition qu'elle respecte les règles de l'OPANO visant la conservation des stocks, ce qu'elle n'a pas fait. La Commission a donc adopté, en juin, une résolution l'enjoignant de retirer ses bateaux de la région. Malgré cette résolution, les bateaux espagnols pêchent toujours dans la zone réglementaire de l'OPANO au-delà de la limite de pêche de 200 milles du Canada.

"Il existe des preuves accablantes selon lesquelles les bateaux de pêche espagnols ont dépassé considérablement leurs affectations... C'est là un mépris flagrant du régime de conservation de l'OPANO, qui aggrave la situation pour tous les pays pêchant la morue, poisson dont le stock est déjà considérablement réduit", a affirmé M. LeBlanc.

Au sujet du statut des Indiennes

Trois bandes indiennes sont désormais exemptes de l'article de la Loi sur les Indiens privant de leur statut d'Indiennes les femmes qui épousent des non-Indiens.

Cette décision historique permet aux femmes membres des bandes de Massett (Colombie-Britannique), de Carcross et de Carmacks (Yukon), ainsi qu'à leurs enfants, de conserver leur statut même si elles se marient avec un non-Indien; elles ne pourront pas, cependant, transmettre ce droit à leur époux. L'exemption ne s'applique pas aux femmes qui ont déjà perdu leur statut en raison de leur mariage.

Il y a un an, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. John Munro, avait déclaré que si une bande indienne en faisait la demande, le gouvernement suspendrait certains articles de la

Presse canadienne

Loi sur les Indiens jugés discriminatoires à l'égard des femmes indiennes. Le gouvernement étudie actuellement le dossier de 24 autres bandes ayant fait une demande semblable à celle des trois bandes précitées.

Le gouvernement a pris certaines mesures pour remédier à un autre article discriminatoire selon lequel, à l'âge de 21 ans, les Indiens nés de parents mariés après le 4 septembre 1951 et dont la mère et la grand-mère paternelle n'étaient pas des Indiennes inscrites, perdent leur statut d'Indien.

Quelque 198 bandes ont déposé une demande d'exemption de cet article de la Loi. Dix-huit d'entre elles se sont vu accorder ce privilège par voie de proclamation; les autres dossiers sont actuellement à l'étude.

M. Munro souligne que de telles mesures ne sont que temporaires et que le gouvernement songe à une révision de la Loi elle-même qui, seule, permettra de trouver des solutions à long terme.

Recherches en médecine vétérinaire à l'Université de Montréal

La faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal a reçu deux subventions importantes qui lui permettront de poursuivre ses recherches sur la reproduction du cheval.

La fondation Max-Bell et le Conseil des recherches agricoles du Québec ont accordé respectivement \$64 240 et \$33 000 à la faculté.

Les travaux de recherche auront lieu au Centre de recherche de reproduction animale (CRRA) de la faculté, et sous la direction du directeur du Centre, le docteur Keith Betteridge. Ils se poursuivront parallèlement à ceux que l'on effectue sur les bovins.

Les recherches portent sur le développement embryonnaire précoce et sur les mécanismes auxquels sont soumis l'embryon et l'utérus. Une meilleure compréhension de ces mécanismes est essentielle si l'on veut abaisser le taux de la "mortalité embryonnaire" qui atteint environ 20 p. cent, tant chez la vache que chez la jument.

Les chercheurs étudient également la possibilité de déterminer le sexe des embryons équins avant leur transfert de la jument "donneuse" à la jument "receveuse".

Tiré d'un article publié dans *Forum*, publication de l'Université de Montréal.

Accords de financement de la SEE

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) a annoncé la signature récente de huit accords de financement d'une valeur globale de \$10 993 733, en vue d'appuyer des ventes canadiennes à l'exportation destinées à l'Australie, au Chili, à la Colombie, à Israël, au Mexique, à la Suisse et à la Tchécoslovaquie.

Ces accords sont les suivants:

— un accord de financement de \$2,805 millions en vue d'appuyer la vente d'une plate-forme de forage du pétrole et de matériel connexe par Tri-Rudd Rig Sales Ltd., d'Edmonton (Alberta), à Springwest-Page Petroleum N.L., de Sydney (Australie);

— un accord de financement de US\$3,5 millions, en vue d'appuyer la vente de pompes, tuyauteries en acier inoxydable, feutres pour machines à papier, camions à levier de serrage, câbles électriques et transformateurs, et services d'ingénierie mécanique par E & B Cowan Ltée, de Montréal, à Industrias Forestales S.A. (INFORSA), du Chili;

— une affectation de US\$510 000 aux termes d'une ligne de crédit conclue avec la Banco Hipotecario y de Fomento de Chile (Banco BHC), en vue d'appuyer la vente d'une machine à fendre par Loopco Canada Ltd., de Stoney Creek (Ontario), à Compania Industrial de Tubos de Acero S.A. (CINTAC), du Chili;

— un accord de financement de US\$1,05 million en vue d'appuyer la vente d'un avion *Twin Otter 300* par de Havilland Aircraft of Canada Ltd., de Downsview (Ontario), à Aerolineas Centrales de Colombia (ACES);

— une affectation de US\$1 203 719 aux termes d'une ligne de crédit avec la Ceskoslovenska Obchodni Banka, A.S. en vue d'appuyer la vente de valves par Velan Engineering Ltd., de Montréal, à Strojexport, de Prague (Tchécoslovaquie);

— une affectation de US\$73 133 aux termes d'une ligne de crédit avec la Banque Hapoalim B.M., d'Israël, en vue d'appuyer la vente de trousseaux de pièces pour convertir 15 moteurs *PT6A-34* en moteurs *PT6A-36*, par Pratt et Whitney Canada Ltée, de Longueuil (Québec), à Israel Aircraft Industries;

— une affectation de US\$195 616 aux termes d'une ligne de crédit conclue avec Industrial Minera Mexico, S.A., and Associated Companies (IMMSA), en vue d'appuyer la vente, à IMMSA, de deux Jarco Scoops *JL-450* par Jarvis Clark Co. Ltd., de North Bay (Ontario). La Banque

de Montréal financera les frais locaux relatifs à l'opération;

— une affectation de US\$301 728,75 aux termes d'une ligne de crédit avec la Banque Leumi Le-Israël B.M., en vue d'appuyer la vente d'un ordinateur *Cyber 170* par Control Data Canada Ltd., à Control Data Holding A.G., société suisse, aux fins de location à l'Université Hebrew.

La SEE est une société canadienne de la Couronne qui fournit un large éventail de services d'assurances et de garanties bancaires aux exportateurs canadiens, de même que des crédits aux acheteurs étrangers afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation.

La presse francophone hors Québec a un bel avenir

La presse francophone hors Québec n'a jamais eu un aussi bel avenir, affirme le directeur général de l'Association de la presse francophone hors Québec (APFHQ), M. James Lévêque.

"Avec les politiques de bilinguisme, l'expansion des cours d'immersion et leur popularité, on retrouve de plus en plus de francophiles s'intéressant à la presse francophone en milieu minoritaire", a déclaré M. Lévêque dans une entrevue accordée au quotidien francophone d'Ottawa, *Le Droit*.

A l'initiative de M. Lévêque, l'APFHQ a créé, cet été, la fondation Donatien-Frémont, dont l'objectif est d'assurer la relève des journalistes en milieu minoritaire francophone. D'ores et déjà, la Fondation a remis ses cinq premières bourses d'études, d'un montant de \$4 000 chacune.

Trois des étudiants suivent les cours de journalisme offerts par le collège Algonquin, à Ottawa, un autre, ceux de l'Université de Moncton (Nouveau-Brunswick), et le dernier s'est inscrit à l'Université d'Ottawa.

Chaque boursier doit s'engager à retourner dans sa région d'origine à l'issue de ses études et à travailler à l'hebdomadaire qui aura proposé sa candidature.

Un autre programme de l'APFHQ vise à conseiller les journaux qui en font la demande. Ceux-ci reçoivent l'aide d'un spécialiste qui offre ses conseils, non seulement sur des questions techniques de l'édition, mais également sur la marche de l'entreprise, les services d'abonnement, diffusion, et autres.

L'APFHQ regroupe 19 hebdomadaires francophones.

La chronique des arts

Une histoire de marionnette

Une troupe de Montréal, le théâtre de l'Avant-Pays, présente une nouvelle pièce pour enfants de Diane Bouchard, *Une histoire de marionnette*.

La pièce raconte l'histoire de Marie Marmouset qui quitte son village pour aller à la ville, avec l'espoir de jouer dans *Le Malade imaginaire* de Molière, au théâtre des Petites-Portes. Avec Marie, les spectateurs font la connaissance de Théo Bottino, le roi du burlesque, Orélia Beloiseau, la Sarah Bernhardt des marionnettes, des Pied-Mignon, petits prodiges de la danse à claquettes, d'Églantine Desbuissons, la directrice du théâtre, et de Pierre Deschamps, le gars de la campagne que le monde farfelu du théâtre fascine.



Fleur à la boutonnière, le roi du burlesque, Théo Bottino, semble amuser le marionnettiste Michel Ranger, tandis que Marie Marmouset se tient près d'eux.

En plus de faire rire ses jeunes spectateurs en leur présentant une image caricaturale du théâtre, l'auteur cherche à leur faire connaître le monde des marionnettes. Un cahier didactique, portant le même titre que la pièce, permet aux instituteurs de préparer les élèves au spectacle.

Une histoire de marionnette apprend aux enfants l'histoire des marionnettes du moyen âge à nos jours; elle leur fait connaître les différentes marionnettes (la marotte, la marionnette à fils, à gaine, à triangle, à tiges, ainsi que la marionnette frontale du théâtre Bunraku) et les grandes figures traditionnelles (Pulcinella, Judy, Gignol, Kasperl), tout en les familiarisant avec le vocabulaire relatif aux marionnettes.

Mon pays noir sur blanc, photographies du Manitoba français



Le village de Saint-Pierre-Jolys se dessine à l'horizon, entouré de blé doré.

Pendant un an et demi, appareil-photo en bandoulière et bloc-notes à la main, Roger Turenne a parcouru le Manitoba, sa province natale.

Le résultat? *Mon pays noir sur blanc, regards sur le Manitoba français*, ouvrage abondamment illustré que vient de publier une maison d'édition de Saint-Boniface (Manitoba), Les éditions du Blé.

Mon pays noir sur blanc est avant tout le récit d'un long voyage, d'un "retour aux sources", dans lequel l'auteur évoque,



Mona Gauthier donnant un spectacle.



avec vivacité et humour, les lieux qu'il traverse et les personnes qu'il rencontre. Mais, petit à petit, le récit se transforme en une réflexion personnelle sur la réalité et l'avenir du Manitoba français.

Cent soixante-dix-huit photographies superbes, en noir et blanc, agrémentent le livre qui fait découvrir l'âme des paysages manitobains, ainsi que la noblesse et, parfois, le côté pathétique des habitants.

Les éditions du Blé en ont tiré trois éditions différentes: cartonnée (\$20), reliée (\$35) et de luxe (\$50). L'édition de luxe est numérotée de un à cent et signée de l'auteur. On peut se procurer cet ouvrage en écrivant aux éditions du Blé, boîte postale 31, Saint-Boniface, Manitoba, Canada, R2H 3B4.

Le sommet... (suite de la page 2)

connaître nos vues au plus haut niveau sur les questions fondamentales", de recenser les grands problèmes, de tenter d'évaluer les solutions possibles, puis de les promouvoir.

M. Trudeau s'est dit heureux que les délibérations aient servi à maintenir l'élan qui permettra de lancer rapidement les négociations globales, même si, dit-il, il faut se garder d'être trop optimiste sur la date de mise en marche des négociations, à cause des nombreuses questions de procédure et de l'ordre du jour, à cause aussi de la question du choix des participants.

Pour le président Portillo, la rencontre a donné lieu à une "prise de conscience politique". "On parlera dorénavant de l'esprit de Cancun, un esprit de solidarité, de coopération et d'harmonie", a-t-il conclu.

Le Canada et le dialogue Nord-Sud

Le premier ministre Trudeau qui, depuis un an, a rencontré de nombreux dirigeants pour discuter du dialogue Nord-Sud, s'est fait le défenseur, lors du Sommet, de négociations globales entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

"Quel que soit le résultat de ce sommet, il semble évident que la recherche de solutions à des problèmes globaux devra, en dernier ressort, être confiée à des instances plus universelles. Et il semblerait, non seulement souhaitable mais également logique, de convenir des questions économiques", a déclaré le premier ministre Trudeau lors de la séance inaugurale du Sommet. M. Trudeau a rappelé que le Canada avait déjà appuyé, dans ce contexte, la proposition des Nations Unies sur les négociations globales.

Le Sommet doit permettre d'exprimer les aspirations de l'humanité toute entière en évitant "la rhétorique stérile, les idées reçues et les suspicions malsaines qui ont affligé une bonne partie du dialogue Nord-Sud ces dernières années", a déclaré M. Trudeau.

Le Canada, a-t-il dit, s'est attaché à traduire par des actes les priorités qu'il s'est fixées au sommet d'Ottawa, en juillet dernier, soit l'alimentation, l'énergie, et la mise en valeur des ressources humaines.

A titre d'exemple, M. Trudeau a rappelé qu'à l'occasion de la Conférence sur les énergies nouvelles, tenue à Nairobi (Kenya) en août dernier, le Canada avait annoncé la mise en place de nouveaux programmes de recherche et de dévelop-

pement, ainsi que la création de Petro-Canada International, en vue d'aider les pays en voie de développement à mettre en valeur leurs ressources énergétiques.

D'autre part, à la Conférence sur les pays les moins avancés, tenue à Paris cette année, le Canada a annoncé l'octroi, sous réserve de l'approbation du Parlement, de la franchise douanière aux produits des pays en voie de développement couverts par le tarif de préférence général, l'octroi unilatéral d'avantages en vertu du code sur les marchés publics du GATT, et une offre d'aide aux organisations non gouvernementales oeuvrant dans ces pays.

Nouvelles brèves

Petro-Canada investira \$90 millions à sa raffinerie de Pointe-aux-Trembles (Québec) en vue de réaliser deux projets distincts, soit la construction d'une usine pilote de réutilisation des huiles lourdes (*bunker*) et l'assemblage d'une petite unité de craquage qui devrait fonctionner à la fin de 1982.

La Nouvelle-Zélande a suspendu pour un an ses livraisons d'agneau frais et réfrigéré au Canada, à la demande du ministre de l'Agriculture. Cette décision fait suite à l'inquiétude exprimée par les éleveurs canadiens devant le déséquilibre qu'exerçaient ces livraisons sur le marché canadien.

Une ligne aérienne directe reliera Ottawa et New York dès le mois de décembre prochain. La liaison sera assurée par la compagnie aérienne américaine Pilgrim Airlines, laquelle assurera trois vols dans les deux sens chaque semaine.

Désormais, les visiteurs en provenance de l'Inde ont besoin d'un visa pour entrer au Canada, a annoncé le ministre de l'Immigration.

Après un voyage à vélo de 13 600 kilomètres, deux frères, âgés de 19 et 21 ans, sont rentrés à Charlebourg (Québec). Partis de chez eux le printemps dernier, ils ont traversé les États-Unis d'est en ouest jusqu'à San Francisco, puis sont retournés au Canada, en Colombie-Britannique. De là, ils ont roulé à travers l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, pour enfin se retrouver au Québec.

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et le président de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan ont signé un accord portant sur le versement au Saskatchewan Indian Federated College, au cours des cinq prochaines années, de \$750 000 destinés à payer les

frais de scolarité et d'une subvention pouvant atteindre \$1 million, réservée à l'élaboration de nouveaux programmes de cours. Le Collège offre des programmes d'études indiennes, d'art indien, d'éducation indienne, d'administration indienne et de travail social auprès des Indiens, au niveau du baccalauréat.

Le gouverneur général du Canada a présenté quatre bourses d'une valeur de \$4 000 chacune, en plus des frais de voyage, à des étudiants d'universités canadiennes se proposant d'entreprendre une année d'études dans la seconde langue officielle, dans le cadre d'un programme de premier cycle.

M. Omer Deslauriers est nommé délégué de la province de l'Ontario à Bruxelles (Belgique). Au moment de sa nomination, M. Deslauriers était président du Conseil des affaires francophones. Auparavant, il avait été directeur d'une école secondaire d'Ottawa et président de l'Association canadienne-française de l'Ontario.

Au cours de la saison 1981-1982, le Royal Winnipeg Ballet donnera 104 spectacles, lors de trois tournées qui le conduiront dans neuf provinces. La troupe se rendra également aux États-Unis. Le programme inclura *Roméo et Juliette*, *Casse-noisette* et un répertoire varié (*Adagietto*, *Rodéo*, le pas de deux *Le Corsaire*, et autres.)

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) a signé une ligne de crédit de US\$10 millions avec la Banque de développement des Philippines. Cette ligne de crédit vise à améliorer la position concurrentielle des exportateurs canadiens, qui font affaire aux Philippines, en fournissant aux acheteurs philippins une facilité de crédit simple et d'accès facile, par l'entremise de la Banque de développement des Philippines.

Hebdo Canada est publié par la Direction des programmes d'information à l'étranger, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Prisca Nicolais.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.

Canada

ISSN 0384-2304